

# Al-Qaeda en Syrie : une source « fiable » des médias occidentaux

RÉSEAU VOLTAIRE / 19 MARS 2021

DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ΕΣΠΑΝΟΛ



**L**a presse occidentale a célébré les dix ans de guerre contre la Syrie en répétant à satiété sa lecture des événements. Selon elle, on assiste à une révolte contre la dictature alaouite de « Bachar » (comprendre le président el-Assad). Ce cruel personnage pratiquerait la torture à grande échelle et serait ainsi responsable de la mort d'un demi-million de ses concitoyens. La pléthore d'articles publiés s'appuie sur les témoignages de « démocrates » réfugiés à Idlib.

Or :

- ▶ Ce qui se passe en Syrie est identique à ce qui se passe en Afghanistan, en Iraq, en Libye et au Yémen. Ces quatre autres pays n'ont plus, depuis longtemps, de leader que l'on puisse accuser d'être un dictateur. La vraie cause de leur effondrement est à rechercher hors de leurs frontières : il ne s'agit pas de guerres civiles, mais du plan Rumsfeld/Cebrowski que le président Bush a qualifié de « guerre sans fin ».
- ▶ La Syrie n'est pas une dictature alaouite, mais une République baasiste. On peut se moquer de la rigidité de ce parti, mais ni nier son rôle central dans le pays, ni contester sa laïcité.
- ▶ La torture est avant tout l'œuvre des jihadistes. Elle a été pratiquée dans les années 50 par la Syrie lorsque les États-Unis et le

Royaume-Uni soutinrent le coup d'État d'Adib Chichakli. À l'époque, l'Otan dépêcha le SS Aloïs Brunner pour former les services secrets syriens qui adoptèrent alors la cruauté des nazis. Hafez el-Assad n'accéda au pouvoir qu'en 1971, il renvoya Brunner mais conserva les officiers formés par lui. Lorsque Bachar el-Assad devint président, en 2000, il fit arrêter et emprisonner Brunner et il interdit strictement la torture. Au début de la guerre, en 2011, certains fonctionnaires, de leur propre initiative, pratiquèrent la torture. Ils ont tous été démis de leurs fonctions et jugés. La plupart d'entre eux se sont enfuis et ont obtenu l'asile en Europe. Certains sont actuellement jugés en Allemagne.

► Le président Bachar el-Assad n'est en rien responsable de la mort de ses concitoyens qu'il n'a cessé de défendre. Ce sont au contraire les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, qui ont soutenu militairement et financièrement les jihadistes, qui en sont responsables.

► Aujourd'hui la République arabe syrienne est divisée en trois. Outre le territoire libéré, une petite partie au Nord-Est est occupée par les États-Unis et leurs mercenaires kurdes ; une autre petite partie, au Nord-Ouest, le gouvernorat d'Idleb, est occupée par Al-Qaeda dont la dénomination locale actuelle est Hay'at Tahrir al-Sham (Organisation de libération du Levant — HTS). La population d'Idleb est estimée par les Occidentaux à plusieurs millions, en réalité elle ne peut pas excéder 100 000 personnes. Cet Émirat islamique est protégé par l'armée turque. Il n'est pas possible d'y parler de démocratie sans être décapité. Les témoignages de la presse occidentale ne peuvent donc être que de pures affabulations.

Au cours des dernières semaines, Hay'at Tahrir al-Sham a reçu instruction de Washington, non pas de renforcer ses opérations contre la République arabe syrienne, mais de préparer des attentats à Moscou. Pour cela, elle vient de libérer le jihadiste ouzbek Sirajuddin Mukhtarov (dit « Abu Salah al-Uzbeki ») [photo], qu'elle avait arrêté il y a neuf mois lors de son conflit avec Abu Mohamad al-Julani. Mukhtarov était le chef de l'attentat du métro de Saint-Petersbourg en 2017 (15 morts). Il forme désormais des commandos suicides pour opérer en Russie.